



Déclaration liminaire de la FSU
au CSA-SD du 6 février 2026

Madame la DASEN,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

La FSU 40 exprime sa profonde solidarité avec notre collègue agressée au collège de Sanary sur Mer ainsi qu'avec l'ensemble de la communauté éducative de l'établissement. Cette agression commise par un élève de 14 ans en pleine classe rappelle brutalement la réalité des violences auxquelles sont exposés les personnels de l'Éducation nationale. Ces actes ne peuvent être ni banalisés ni instrumentalisés. Ils posent une question essentielle : celle des conditions d'exercice du métier d'enseignant et du climat scolaire, dans un contexte de dégradation continue des moyens humains et éducatifs. Depuis des années, la FSU alerte sur la fragilisation des équipes éducatives, le manque de personnels médico-sociaux et de vie scolaire, l'insuffisance de la prévention et de l'accompagnement des élèves en difficulté, la surcharge des classes et la dégradation du service public d'éducation. La sécurité des personnels et des élèves ne peut se réduire à des réponses uniquement sécuritaires. Elle exige une politique éducative ambitieuse : plus de moyens, plus de prévention, plus d'accompagnement, plus de temps éducatif, et une reconnaissance réelle du travail des personnels.

Cette agression arrive dans un contexte qui montre qu'en dépit des discours gouvernementaux se voulant rassurants, l'Éducation nationale pâtit aujourd'hui des coupes budgétaires. Ces choix résultent bien avant tout plus de choix politiques que de contraintes.

Si nous saluons la création, toujours insuffisante au regard des besoins, d'emplois d'AESH, nous alertons sur les difficultés à pourvoir ces postes faute d'un plan de sortie de la précarité guidé par la création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B. Les AESH, essentiellement des femmes, n'attendent pas un quasi-statut mais un statut plein et entier. Il est urgent d'ouvrir les discussions sur la base de projections budgétaires et études d'impact. À travers cette question, se joue notamment l'avenir d'une École publique réellement inclusive, qui apprend à vivre ensemble. Le projet de budget prévoit près de 1500 suppressions d'emplois d'enseignant·es dans le 2nd degré essentiellement au nom de l'évolution démographique. Nous dénonçons ce choix, tout comme l'absence de création d'emplois de CPE, et exigeons l'annulation des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires à l'amélioration durable des conditions de travail et d'étude.

Sur le fond, il ne s'agit pas de nier les chiffres, objectifs d'évolution du nombre d'élèves à court et moyen terme. Mais bien de regarder d'où nous venons et vers où nous allons. De 2017 à 2023, le second degré public a accueilli plus de 8000 élèves supplémentaires mais s'est vu supprimer un peu plus de 8000 emplois de professeur·es. Le nombre d'élèves par classe a augmenté, nous avons les classes les plus chargées d'Europe au niveau collège et il faudrait près de 10000 emplois supplémentaires pour retrouver le taux d'encadrement de 2017. Supprimer des emplois quand les effectifs augmentent, supprimer des emplois quand les effectifs diminuent. Bref, supprimer des

emplois quelques soient les ministres depuis 2017 : voici la réalité de l'Education sous l'ère Macron sur deux quinquennats. Dans les Landes, cela se traduit depuis 2019 par 79 ETP supprimés. De nombreuses divisions restent proches du seuil ou dépassent le seuil dès lors que l'on inclut les élèves d'ULIS. C'est le cas à Biscarosse Mermoz, à Labouheyre, à St Sever.

Si la rentrée se prépare sous le signe de la dégradation des conditions d'étude et de travail, bien d'autres questions sont encore en suspens, notamment en lien avec l'avenir de certaines réformes. La FSU se félicite de l'abandon du caractère obligatoire des groupes de niveau, résultat d'une mobilisation de la profession qui n'a jamais faibli. Mais dans le cadre de la préparation de la rentrée, il nous revient des formes de pressions inacceptables au maintien des moyens dédiés conditionnés au maintien des groupes en 6ème/5ème. D'autres points doivent être clarifiés, dont l'avenir des classes prépa 2de qui n'ont, à cette heure, plus de base réglementaire pour leur maintien à la rentrée.

La FSU se félicite également qu'enfin soit reconnu l'échec l'année passée du parcours différencié de terminale bac pro. La FSU réaffirme les exigences de la profession, dans l'intérêt des élèves et des personnels : des examens à partir de la mi-juin et l'abrogation du parcours personnalisé. Nous regrettons l'absence de révision de la carte de l'Education prioritaire qui aurait permis de traiter de manière structurelle la question des inégalités sociales et scolaires, dont la persistance et l'aggravation pèsent sur le quotidien de nos collègues. En dépit des échéances électorales, il reste un espace pour amorcer ce travail : la FSU demande qu'un travail commence sur les critères de révision de la future carte de l'Education prioritaire. Un travail transparent à rebours de la construction de la liste des 800 collèges, sous le signe de l'omerta qui, lorsqu'elle se fissure, fait apparaître quelques aberrations et interrogent sur les objectifs poursuivis.

Les enquêtes institutionnelles ou syndicales convergent : démissions, reconversions, ruptures conventionnelles... tous les signaux sont au rouge et confirment une profonde crise de sens de nos métiers. La faiblesse des rémunérations pèse lourd mais aussi le sentiment de ne plus pouvoir faire ce qui motive l'engagement dans un métier du service public : servir l'intérêt général. Les réformes faites et défaites, l'aggravation des inégalités, la mise à mal des ambitions émancipatrices et démocratisantes de l'Ecole publique, la sous administration avérée et objectivée par un rapport parlementaire, les évolutions de la société, les drames qui touchent parfois la communauté éducative... là aussi, tout converge et s'accumule.

Et pourtant, l'Ecole tient, tourne au quotidien. Mais elle ne tient plus que par un fil : celui de la conscience professionnelle des personnels. Compter uniquement sur cet engagement pour que vive l'Ecole publique serait d'un cynisme irresponsable. C'est pour cela que les remerciements et les belles paroles ne suffiront pas.

La FSU n'attendra donc pas pour organiser, soutenir, relayer, des mobilisations, pour exiger les moyens indispensables au bon fonctionnement du service public d'Education et des politiques qui confortent les ambitions émancipatrices de l'Ecole publique laïque.